



**Programme des
Nations Unies pour
l'environnement**



Distr.
GÉNÉRALE

UNEP/OzL.Pro/ExCom/66/11
15 mars 2012

FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

COMITE EXECUTIF
DU FONDS MULTILATERAL AUX FINS
D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTREAL
Soixante-sixième Réunion
Montréal, 16 – 20 avril 2012

PLAN D'ACTIVITÉS DE L'ONUDI POUR LA PÉRIODE 2012-2014

Les documents de présession du Comité exécutif du Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal sont présentés sous réserve des décisions pouvant être prises par le Comité exécutif après leur publication.

OBSERVATIONS ET RECOMMANDATIONS DU SECRÉTARIAT DU FONDS

1. Le présent document propose un résumé des activités prévues par l'ONUDI pour éliminer les substances qui appauvrissent la couche d'ozone (SAO) durant la période de planification 2012-2014. Il contient aussi les indicateurs d'efficacité du plan d'activités de l'ONUDI et des recommandations qui sont soumis au Comité exécutif pour examen. Le texte détaillé du plan d'activités de l'ONUDI pour la période 2012-2014 est joint en annexe au présent document.

2. Le tableau 1 présente, par année, la valeur des activités incluses dans le plan d'activités de l'ONUDI selon les catégories "requis pour la conformité" et "non requis pour la conformité".

Tableau 1

RÉPARTITION DES RESSOURCES PRÉVUES DANS LE PLAN D'ACTIVITÉS DE L'ONUDI, TEL QUE SOUMIS AU COMITÉ EXÉCUTIF (2012-2014) (000 \$US)

Requis/Non requis selon le modèle	2012	2013	2014	Total
Requis pour la conformité (APA et coûts standard)	25 471	21 042	20 733	67 246
Requis pour la conformité (HCFC)	21 485	19 108	11 782	52 375
Non requis pour la conformité (destruction des SAO)	5 909	0	0	5 909
Grand total	52 865	40 150	32 515	125 530

3. L'ONUDI a inclus des activités d'une valeur de 52,87 millions \$US pour 2012 et d'une valeur totale de 125,53 millions \$US pour la période 2012-2014.

Accords pluriannuels (APA) et coûts standard

4. Le tableau 2 fournit des informations sur les APA, le bromure de méthyle (BM), le renforcement des institutions et les activités de base de l'ONUDI qui sont jugés requis pour la conformité dans le cadre du plan d'activités.

Tableau 2

ACTIVITÉS REQUISES POUR LA CONFORMITÉ CONCERNANT LES APA ET LES COÛTS STANDARD INCLUANT DE NOUVELLES ACTIVITÉS POUR LE BM (2012 à 2014) (000 \$US)

Requis selon le modèle	2012	2013	2014	Total
APA approuvés	22 787	17 750	17 924	58 461
Nouvelles activités pour le bromure de méthyle (BM)		109	0	109
Renforcement des institutions	640	1 078	640	2 358
Activités de base	2 044	2 105	2 169	6 318
Total (activités requises pour la conformité concernant les APA et les coûts standard)	25 471	21 042	20 733	67 246

5. Le montant associé aux APA pour la période de 2012-2014 comprend 51,78 millions \$US pour des activités liées aux HCFC, 4,76 millions \$US pour des activités liées au bromure de méthyle et 1,92 millions \$US pour des activités de production de bromure de méthyle.

6. Aucune question n'a été posée sur les autres activités également jugées requises pour la conformité. Une augmentation, au taux annuel de 3 pour cent, est prévue pour les coûts des activités de base de l'ONUDI.

ACTIVITÉS LIÉES AUX HCFC

Secteur de production de HCFC

7. Le montant total du financement de la préparation de projet pour la phase II dans le secteur de production de HCFC s'élève à 483 750 \$US pour la République populaire démocratique de Corée, le Mexique et le Venezuela (République bolivarienne du) pour la période 2012-2014.

Plan de gestion de l'élimination des HCFC (PGEH)/Préparation de projet sur les HCFC

8. Le montant total du financement pour la préparation de projet dans la phase II des PGEH s'élève à 3,78 millions \$US pour la période 2012-2014. L'ONUDI a proposé dans son plan d'activités des montants qui dépassent de 972 666 \$US le montant maximum autorisé pour la préparation de projet de PGEH, pour les projets de démonstration sur les HCFC et pour des projets d'investissement sur les HCFC, selon les décisions 55/13 et 56/16. Les ajustements proposés par le Secrétariat réduiraient le montant du financement conformément à ces décisions.

HCFC dans le secteur de l'entretien pour des pays à faible volume de consommation (PFV)

9. Le montant total du financement des projets sur les HCFC dans le secteur de l'entretien pour des PFV atteint 1,79 millions \$US et représente une réduction de 16,8 tonnes PAO pour la période 2012-2014

10. À sa 60^e réunion, le Comité exécutif a établi des niveaux de financement afin que les activités liées aux PGEH respectent les mesures de réglementation de 2015 et 2020 d'après les valeurs de référence projetées. À sa 62^e réunion, le Comité exécutif a convenu que le financement octroyé pour la réalisation d'une élimination à 100 % sera extrapolé à partir de ce qui est disponible pour parvenir à 35 pour cent de réduction de la consommation (décision 62/10). Les ajustements proposés par le Secrétariat limiteraient les niveaux de financement au montant maximal autorisé prévu pour les PFV conformément à la décision 60/44f) xii) pour les HCFC dans le secteur de l'entretien, selon la réduction par rapport à la valeur de référence. Ceci réduirait de 201 072 \$US le montant total du financement pour ces projets.

HCFC dans le secteur de l'entretien pour les autres pays

11. Le montant total du financement pour des projets dans le secteur de l'entretien en réfrigération pour les autres pays s'élève à 5,72 millions \$US et représente une réduction de 74,1 tonnes PAO pour la période 2012-2014. La décision 60/44f) xv) établit un seuil de 4,50 \$US/kg métrique. Les ajustements proposés par le Secrétariat limiteraient les niveaux de financement au montant maximum autorisé pour le secteur de l'entretien dans la réfrigération dans les autres pays conformément à la décision et réduiraient de 706 633 \$US le montant total du financement pour ces projets.

Mousse de polystyrène extrudé (XPS)

12. Le montant total du financement pour des projets de mousse XPS s'élève à 5,59 millions \$US et représente une réduction de 65,6 tonnes PAO. Par la décision 62/12c), le Comité exécutif a décidé de prendre en considération les projets d'élimination du HCFC-22/HCFC-142b, utilisé dans la fabrication des mousses de polystyrène extrudé (XPS) lorsqu'il a été clairement démontré que, du fait des circonstances et des priorités nationales, ces projets sont nécessaires pour permettre la conformité aux mesures réglementaires de 2013 et 2015, et d'examiner tous les autres projets sur les mousses XPS après 2014. Une combinaison de l'étude de réapprovisionnement préparée en 2008 et de la décision 60/44f) établit un seuil de 6,92 \$US/kg métrique pour le secteur des mousses. Les ajustements proposés par le

Secrétariat limiteraient les niveaux de financement au montant maximal convenu pour le seuil du ratio coût-efficacité et réduiraient de 44 868 \$US le montant total du financement pour ces projets.

Mousse rigide

13. Le montant total du financement pour des projets de mousse rigide, incluant le sous-secteur de l'isolation à la mousse rigide dans la réfrigération, s'élève à 24,15 millions \$US et représente une réduction 285,1 tonnes PAO pour la période 2012-2014. La décision 62/13 établit un seuil de 7,83 \$US/kg avec un dépassement maximal de 25 pour cent de ce seuil pour des solutions de remplacement avec faible effet de réchauffement planétaire. Il n'y a aucun ajustement dans cette catégorie.

Secteur général de la réfrigération

14. Le montant total du financement pour des projets dans le secteur de la réfrigération s'élève à 9,68 millions \$US et représente une réduction 79,2 tonnes PAO pour la période 2012-2014. Une combinaison de l'étude de réapprovisionnement préparée en 2008 et de la décision 60/44f) établit un seuil de 10,65 \$US/kg métrique pour le secteur de la réfrigération. Les ajustements proposés par le Secrétariat limiteraient les niveaux de financement au montant maximal convenu pour le seuil du ratio coût-rentabilité et réduiraient de 29 739 \$US le montant total du financement pour ces projets.

Solvants

15. Le montant total du financement pour les HCFC dans le secteur des solvants s'élève à 1,18 millions \$US et représente une réduction de 24,1 tonnes PAO pour la période 2012-2014 au Mexique. Le PGEH pour le Mexique a été approuvé en vue de parvenir à une réduction de 30 pour cent en 2018. Puisqu'il n'y a plus aucun financement accessible pour la phase I du PGEH au Mexique, les ajustements proposés par le Secrétariat réduiraient de 1,18 millions \$US le montant du financement pour ces projets.

Incidences sur le climat dans le plan d'activités de l'ONUDI

16. Le tableau 3 présente les résultats des mesures des incidences sur le climat, fournies dans le plan d'activités de l'ONUDI par sous-secteur, et indique que le plan pourrait entraîner une réduction de 17,49 millions de tonnes d'équivalent CO₂

Tableau 3

INCIDENCES SUR LE CLIMAT DES ACTIVITÉS LIÉES AUX HCFC PRÉVUES DANS LE PLAN D'ACTIVITÉS DE L'ONUDI POUR 2012-2014 (EN MILLIONS DE TONNES D'ÉQUIVALENT DE CO₂)

Sous-secteur	Montants pour le plan d'activités total* (000 \$US)	Tonnage d'équivalent CO₂-(en millions) pour une année de réductions
Accords pluriannuels approuvés	81 987	12,17
Mousse rigide	28 707	2,19
Mousse XPS	5 590	2,27
Réfrigération climatisation de l'air	8 667	0,38
Réfrigération assemblage	109	0,00
Réfrigération commerciale	379	0,01

Sous-secteur	Montants pour le plan d'activités total* (000 \$US)	Tonnage d'équivalent CO ₂ -(en millions) pour une année de réductions
Réfrigération commerciale & climatisation	528	0,01
Réfrigération entretien (PFV)	3 307	0,10
Réfrigération entretien (autres pays)	7 624	0,27
Solvants	1 178	0,09
Grand total	138 076	17,49

*Inclut aussi les montants après 2014.

Activités non requises pour la conformité

Activités de destruction des SAO

17. Le plan d'activités de l'ONUDI inclut 5,91 millions \$US pour des projets de démonstration et la préparation de projet associée qui entraîneraient la destruction de 405,8 tonnes PAO de SAO. Un montant de 150 500 \$US est inclus dans le plan d'activités en 2012 pour la préparation de projet. L'incidence de ces activités sur le climat pourrait être équivalente au potentiel de réchauffement planétaire des SAO détruites. Toutefois, aucune information n'a été fournie sur les types de SAO qui seraient détruites ; par conséquent l'analyse n'a pas été effectuée.

18. Le plan d'activités de l'ONUDI inclut 576 200 \$US (y compris 150 500\$US pour la préparation de projet) pour des activités de destruction des SAO dans des PFV en 2012 qui entraîneraient la destruction de 30,0 tonnes PAO.

Impact des ajustements, découlant de décisions existantes du Comité exécutif, sur les plans d'activités tels que soumis

19. Après avoir effectué les ajustements proposés ci-dessus, la valeur totale du plan d'activités de l'ONUDI pour 2012-2014 s'élève à 122,4 millions \$US, comme l'indique le tableau 4 suivant.

Tableau 4

RÉPARTITION DES RESSOURCES DANS LE PLAN D'ACTIVITÉS DE L'ONUDI SOUMIS AU COMITÉ EXÉCUTIF, AVEC LES AJUSTEMENTS DÉCOULANT DE DÉCISIONS EXISTANTES DU COMITÉ EXÉCUTIF (2012-2014) (000 \$US)

Requises/Non requises selon le modèle	2012	2013	2014	Total (2012 à 2014)	Total (2015 à 2020)	Total Après 2020
Requises pour la conformité (APA et coûts standard)	25 471	21 042	20 733	67 246	23 526	0
Requises pour la conformité (HCFC)	21 276	15 611	12 355	49 242	7 451	0
Non requises pour la conformité (destruction de SAO)	5 909	0	0	5 909	0	0
Grand total	52 ,656	36 653	33 088	122 397	30 977	0

Indicateurs d'efficacité

20. Le tableau 5 présente un résumé des indicateurs d'efficacité de l'ONUDI, conformément aux décisions 41/93, 47/51 et 49/4d).

Tableau 5

INDICATEURS D'EFFICACITÉ

Éléments	Objectifs 2012
Nombre de programmes annuels d'accords pluriannuels approuvés, par rapport au nombre prévu (nouveaux programmes plus tranches des APA en cours)	34
Nombre de projets/d'activités individuels (projets d'investissement et de démonstration, assistance technique, renforcement des institutions) approuvés, par rapport au nombre prévu	9
Activités-repères achevées/niveaux de SAO atteints pour les tranches annuelles d'APA approuvés, par rapport au nombre prévu	14
Élimination de SAO par des projets individuels, par rapport au nombre prévu dans les rapports périodiques	0
Achèvement de projets (conformément à la décision 28/2 pour les projets d'investissement) et selon la définition pour les projets ne portant pas sur des investissements, par rapport au nombre prévu dans les rapports périodiques	3
Nombre d'activités d'assistance en matière politique/réglementaire achevées, par rapport au nombre prévu	À déterminer
Rapidité d'achèvement du volet financier, par rapport aux dates d'achèvement prévues dans les rapports périodiques	12 mois après l'achèvement des opérations
Remise des rapports d'achèvement de projet dans les délais prévus, par rapport au nombre convenu	À temps
Remise des rapports périodiques et des réponses dans les délais prévus, sauf stipulation contraire	À temps

21. L'objectif de l'ONUDI pour des projets individuels devrait inclure 3 projets de renforcement des institutions, 6 projets de démonstration et un projet d'assistance technique, pour un total de 10 projets.

Questions d'orientation

22. L'ONUDI a soulevé une question d'orientation dans son plan d'activités détaillé, à savoir, la nécessité des projets de démonstration sur des solutions de remplacement du bromure de méthyle dans les applications sanitaires et préalables à l'expédition dans sept pays sélectionnés. Puisque le bromure de méthyle dans ces applications n'est pas une substance réglementée, le Secrétariat du Fonds a demandé à l'ONUDI de retirer ces projets de son plan d'activités. Le Comité exécutif pourrait souhaiter examiner si le financement des projets de démonstration sur des solutions de remplacement du bromure de méthyle dans les applications sanitaires et préalables à l'expédition pourrait être ajouté dans le plan d'activités de l'ONUDI.

RECOMMANDATIONS

23. Le Comité exécutif pourrait :

- a) Prendre note du plan d'activités de l'ONUDI pour 2012-2014, tel que contenu dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/66/11 ;
- b) Approuver les indicateurs d'efficacité de l'ONUDI présentés dans le tableau 5 du document UNEP/OzL.Pro/ExCom/66/11, tout en fixant un objectif de 10 pour les projets individuels achevés ; et

- c) Examiner si le financement des projets de démonstration sur des solutions de remplacement du bromure de méthyle dans les applications sanitaires et préalables à l'expédition devrait être ajouté dans le plan d'activités de l'ONUDI.

**UNIDO
BUSINESS PLAN 2012**



UNITED NATIONS INDUSTRIAL DEVELOPMENT ORGANIZATION

EXECUTIVE SUMMARY

The 2012 Business Plan of UNIDO together with the forecast for 2013 and 2014 represents the Rolling Business Plan of Montreal Protocol activities of the Organization. Funding estimates up to 2020 have also been provided for the servicing sector in LVCs. This provides useful information for Executive Committee members for the funding needs to reach the 2013, 2015 and 2020 control measures for HCFCs.

UNIDO's Business Plan was prepared based on the previous rolling business plan, taking into consideration the approvals and experience of previous years, the requests received from Article 5 countries, priorities established and the decisions taken by the Executive Committee, in particular Decision 60/44 and 60/5. It also reflects the discussions held in Montreal during the Inter-Agency Coordination Meeting on 7-9 February 2012. It is also largely inspired from the historical decision of the 19th Meeting of the Parties agreeing on the acceleration of the phase-out of HCFCs, and the relevant ExCom decisions on HPMPs and HCFC investment and demonstration projects. The countries' needs have been calculated based on 2009 and 2010 reported consumption.

In 2012, UNIDO will submit for approval by the Executive Committee forward commitments amounting to US\$ 22,787,000. As listed in the business plan, the lion's share, about US\$ 41.4 million (almost 80%) of UNIDO's 2012 Business Plan is focusing on the phase out of HCFCs. 11 % of UNIDO's expected new 2012 project portfolio is earmarked for demonstration of the destruction of unwanted ODSs. Methyl bromide projects account for 5% of UNIDO's 2012 Business Plan.

The existing support cost regime is based on ExCom's decision 38/68, as modified by decision 46/35, in 2006. Decision 56/41 maintained the existing cost regime for the 2009-2011 Triennium, while Dec 65/18 did not decide on any change of the support cost for the time being. For this reason and in line with the Fund Secretariat's recommendation, Core Unit Costs for the years 2012-2014 have been budgeted based on a maximum 3 % increase that is currently allowed. Thus, **US\$ 2,044,098** has been allocated for the Core Unit for the year 2012.

The total amount foreseen in UNIDO's 2012 Business Plan, including forward commitments, new investment and non-investment activities, and funding of core unit is **US\$ 52,865,000** including support costs and with an impact of **1,176 ODP** tonnes.

US\$ 36.5 million worth of projects are earmarked for 2013 with an impact of 512 ODP tonnes, while for 2014 US\$ 31.8 million with an impact of 446 tonnes of ODP tonnes are forecasted.

The level of estimated climate co benefits that could be achieved through HCFC phase-out activities contained in UNIDO's 2012 Business Plan will be calculated by the Fund Secretariat based on the methodology agreed upon between the Fund Secretariat and the bilateral and

implementing agencies during the Inter-agency Coordination Meeting held in February 2012 that follows the methodology used for the preparation of the previous, 2011 Business Plan.

A. MULTILATERAL FUND TARGETS

1. CONTEXT

UNIDO prepared its business plan for 2012 to 2014 based on ExCom decision 54/39, 60/5, 60/11, 60/44, 61/5 and 62/5 as well as the Government requests received from Article 5 countries. An inter-agency coordination meeting was held on 7-9 February 2012 in Montreal, Canada. Considering the draft business plans submitted by all implementing and bilateral agencies and the compliance-oriented model, the Secretariat identified the countries that are in need of assistance in order to comply with the various phase-out schedules, for which no activities were included in the business plans of implementing agencies and pointed out cases where a duplication of activities occurred among the various implementing agencies.

The countries' needs have been calculated for most countries based on the actual 2009 and 2010 data. For countries, where more updated consumption data was available, resources were planned according to their actual needs (countries with request for baseline change).

The Business Plan is also largely inspired from the historical decision of the 19th Meeting of the Parties agreeing on the acceleration of the phase-out of HCFCs, and the relevant ExCom decisions on HPMPs and HCFC investment and demonstration projects.

During the preparation of projects, the remaining absent data or discrepancies, if any, will be collected or clarified. The current Business Plan, however, reflects only those phase-out targets, which according to our present information, can be realistically addressed through investment and non-investment activities.

Moreover, during the preparation of the Business Plan, we had to take into consideration our experience and information collected. However, the indicated amount is only a forecast for planning purposes. The fluctuation of possible costs is very high depending on sector, selected technology and production capacities.

2. RESOURCE ALLOCATION

In 2012, UNIDO is planning to submit US\$ 52.8 million worth of projects, the majority of which is focused on phase-out of HCFCs.

HCFC phase-out activities form large part of UNIDO's 2012 Business Plan. Most HPMPs for non-LVCs include investment projects for the conversion of manufacturing enterprises to HCFC-free alternatives. As per Decision 60/44, from 2011 onwards all investment projects will be incorporated to the HPMP. New technological developments will be promoted to ensure sustainable conversion of HCFC-based manufacturing enterprises.

In addition, UNIDO is preparing ODS destruction demonstration projects, most of which will be submitted in 2012 for the ExCom's consideration. Two funding requests for the preparation of ODS destruction demonstration projects for LVCs is being submitted to the consideration of the 66th Meeting of the Executive Committee, in line with Dec 64/17.

UNIDO will continue to provide assistance to countries to phase-out methyl bromide.

Furthermore, renewal of institutional strengthening projects and technical assistance activities form part of UNIDO's 2012-2014 Business Plan.

The details of UNIDO's 2012-2014 Business Plan are spelled out in the Business Plan Database.

The total budget for 2012 for the above activities is US\$ 50,821,044 plus US\$ 2,044,098 core unit funding for UNIDO

In addition, UNIDO is implementing several HPMPs in coordination with UNEP, where the HPMP will be submitted by UNEP and the investment component will be implemented by UNIDO. Funding has been split in both agencies business plan to reflect the allocation of resources for implementation.

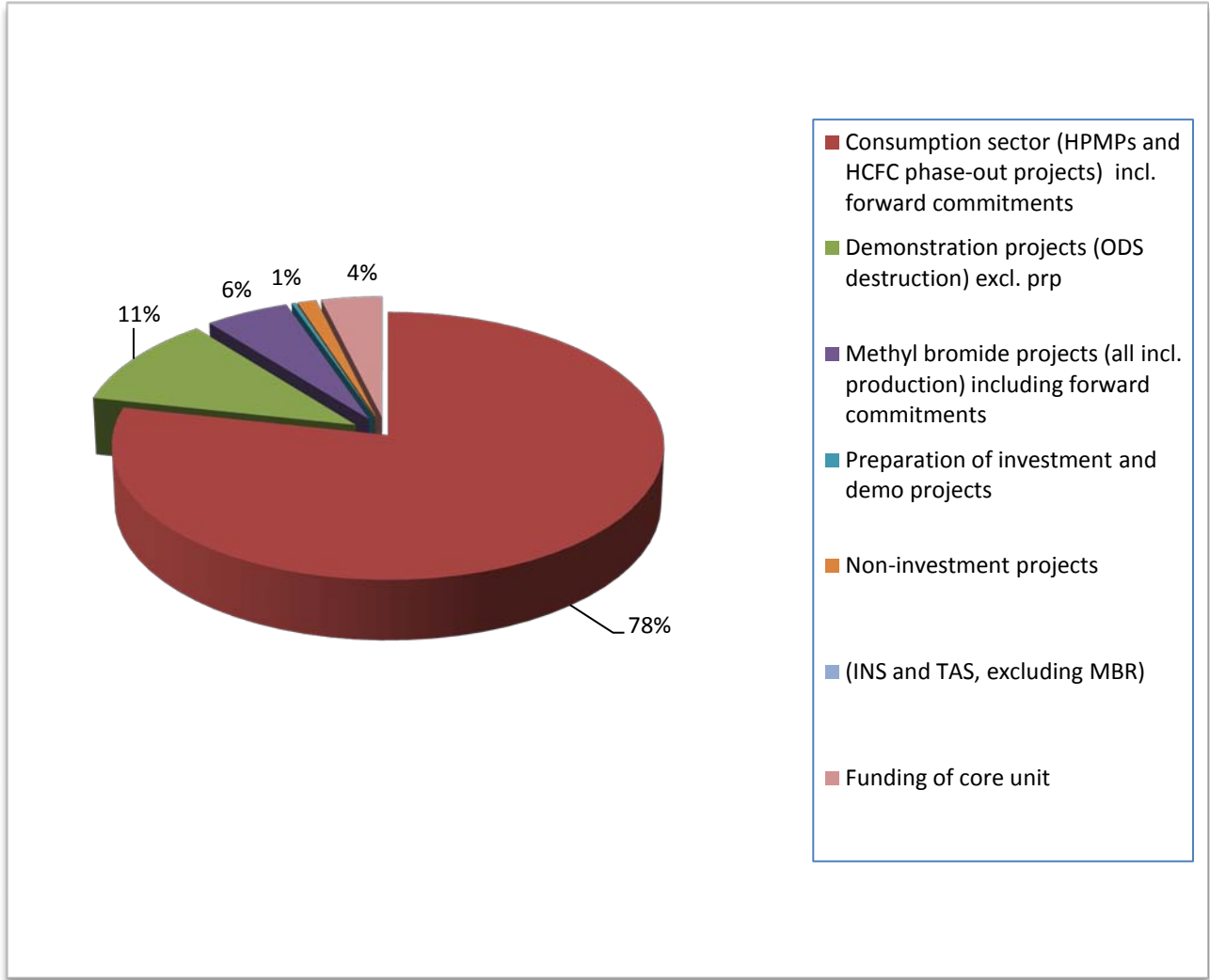
Table 1 below summarizes the resource allocation of UNIDO's 2012 Business Plan.

Table 1. Resource allocation

Pos.	Type/sector	US\$ (incl. support cost)	Share of Business Plan allocation (%)
(a)	Consumption sector (investment and phase-out projects excl. MeBr and HCFCs) incl. forward commitments	0	0.00%
(b)	Consumption sector (HPMPs and HCFC phase-out projects) incl. forward commitments	41,430,994	78.37%
(c)	Demonstration projects (ODS destruction) excl. prp	5,758,302	10.89%
(d)	Methyl bromide projects (all incl. production) including forward commitments	2,841,276	5.37%
(e)	Preparation of investment and demo projects	150,500	0.28%
(f)	Non-investment projects (INS and TAS, excluding MBR)	639,972	1.21%
(g)	Funding of core unit	2,044,098	3.87%
	Total	52,865,142	100%

The details of the 2012-2014 rolling Business Plan are spelled out in the Business Plan Database.

Resource allocation as per Table 1



3. GENERAL OVERVIEW ON ASSISTANCE TO COUNTRIES IN NON-COMPLIANCE

Currently all countries presented in the business plan are in compliance with regard to their obligations towards the Montreal Protocol. Countries that were noted to be in non-compliance during prior meetings of the parties are now in compliance. UNIDO's activities for 2012 are described below:

Libya

Taking into account the security situation and the political and social difficulties faced by Libya UNIDO was not able effectively to assist the country in 2011. In 2012 UNIDO will continue to monitor the situation in country and implement the approved programs, in case the security situation will permit.

Iraq

In 2012, UNIDO will continue to support Iraq in its efforts efficiently to control imports of those substances and to curb illegal trade. Taking into account Iraq's special situation UNIDO will provide Iraq with appropriate additional technical and financial assistance in meeting its need for extra security and to counter logistical difficulties in the implementation of phase-out projects.

4. PROGRAMME EXPANSION

In the years 2012 to 2014 UNIDO aims to enhance its assistance to Article 5 countries by strengthening its project portfolio through the implementation of HCFC phase-out management plans and HCFC phase-out investment and demonstration projects.

The main objective of this Business Plan is to assist Article 5 countries in meeting their obligations under the Montreal Protocol, in particular the 2013 Freeze target and the 10% reduction target in 2015 for HCFCs as well as the complete phase-out of methyl bromide by 2015.

The analysis of the activities of UNIDO's Business Plan reveals that the major share of UNIDO's MP project portfolio consists of HPMPs including HCFC investment activities in different sub-sectors;

In 2012, UNIDO will continue to cover all the regions (Latin America and the Caribbean, Africa, Asia and Pacific, Europe) with planned activities in various sectors and countries (including non-investment activities and project preparation).

The following section summarizes the activities contained in UNIDO's 2012 Business Plan sorted by region.

Africa

In Africa, funding requests for thirteen (13) countries and one (1) regional, with a value of US\$ 9,849,000 will be submitted in 2012. The main concentration will be in HPMPs, HCFC investment projects, ODS destruction demonstration projects and institutional strengthening projects. UNIDO is cooperating with UNEP on several HPMPs in African countries.

Asia

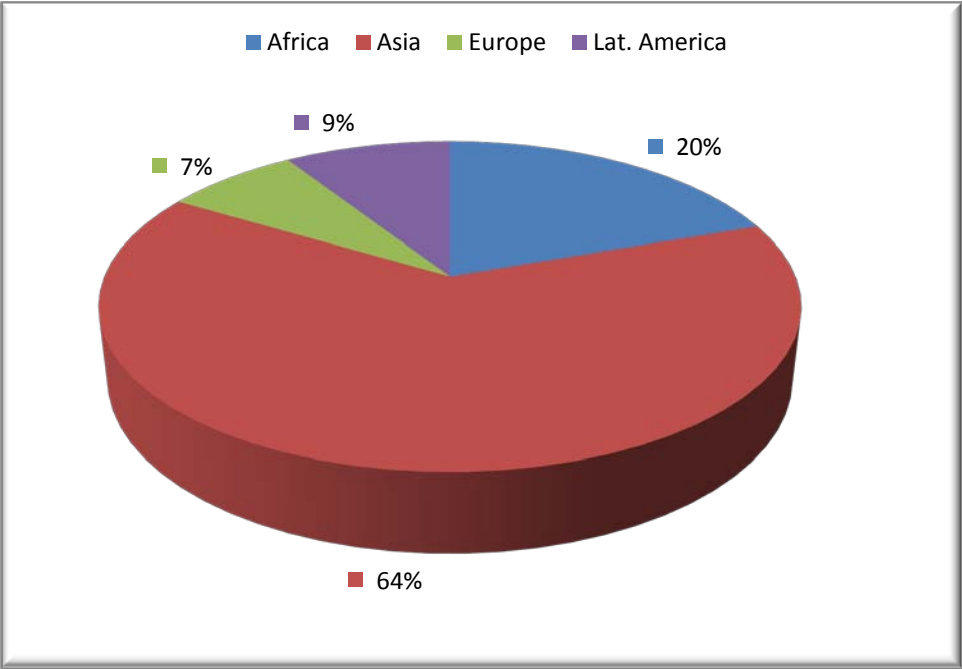
In Asia requests for funding for nine (9) countries, with a value of US\$ 32,107,000 will be submitted in 2012. This represents over 63% of the total Business Plan for 2012. Among these, HCFC management plans, HCFC investment projects (including project preparation), technical assistance project, demonstration projects for HCFC phase-out, institutional strengthening projects and ODS destruction demonstration project are included.

Europe

In Europe, requests for five (5) countries and one (1) regional, with a value of US\$ 3,697,000 will be submitted in 2012. The main focus will be in HPMP, demonstration projects for ODS destruction, HCFC investment projects (foam sector) and institutional strengthening projects.

Latin America and the Caribbean

In Latin America and the Caribbean Region, requests eight (8) countries and one (1) regional, with a value of US\$ 4,575,000 will be submitted in 2012. The main attention will be beside HPMPs, ODS destruction demonstration projects, and institutional strengthening activities.



PERFORMANCE INDICATORS

The 47th ExCom Meeting has reviewed the weighting of the existing performance indicators. The new weightings, based on decision 47/51, are indicated in the below table.

Performance Indicator	Item	Weighting	Target 2010
Approval	Number of annual programmes of multi-year agreements approved	15	34
Approval	Number of individual projects/activities (investment projects, methyl bromide, halon banks, TAS) approved	10	9
Implementation	Milestone activities completed/ODS levels achieved for approved multi-year annual tranches versus those planned	20	14
Implementation	ODP phased out for individual projects	15	0
Implementation	Project completion (pursuant to Decision 28/2 for investment projects) and as defined for non-investment projects	10	3
Implementation	Policy/regulatory assistance completed	10	N/A
Administrative	Speed of financial completion	10	12 months after operational completion
Administrative	Timely submission of project completion reports	5	On time
Administrative	Timely submission of progress reports and responses unless otherwise agreed	5	On time

Based on Decision 49/4, the performance indicator on milestone activities for MYAs was changed as listed now in the above table.

POLICY ISSUE ON QPS APPLICATIONS

UNIDO's draft 2012-2014 Business Plan included requests for project preparation for the development of "Demonstration projects on Alternatives to Methyl Bromide for Quarantine and Pre-Shipment (QPS) applications in seven selected countries.

The requests were removed from UNIDO's final Business Plan, as requested by the MLF Secretariat during the IAs coordination meeting.

UNIDO has put forward these proposals to ensure long-lasting technical sustainability of phase-out projects and programmes. MBTOC assessed that the amount of MB used for QPS applications in 2010, for the first time, was higher than for controlled uses. MBTOC emphasized that the increased use of MB for QPS is offsetting the gains made by reductions in controlled uses. Furthermore, the MBTOC report indicates that 20-35% of present global QPS use can be replaced with alternatives available today and consideration to adoption of alternatives for the major QPS uses (timber, WPM, grain, logs) could be considered.

In this connection, some countries have started introducing measures for controlling QPS applications and promoting MB replacement. The USA, for example, has introduced control in QPS uses (import, export and domestic); promote, when possible alternatives that could replace MB use; and develop new treatments. The EU banned all uses of MB including QPS in 2010, including measures taken to stop MB usage by authorizing and promoting available alternatives.

On top of the above global consideration, UNIDO is reporting constrains and difficulties in almost all countries (in particular in those where MB consumption for post-harvest applications was big) to reach the complete phase-out of MB for controlled uses while MB for QPS is still authorized and granted. The closer is the date for the 100% phase-out for MB (i.e. 1st January 2015), the stronger these difficulties are.

The objective of the demonstration projects is to demonstrate the technical and economical feasibility of alternative methods for QPS treatment in selected countries from different regions (North or Central America, South America, Sub Saharan Africa, North Africa, East Asia, West Asia and East Europe). These demonstration projects would also include a deep assessment of MB consumption for QPS application in selected countries as well as a map of provenience /destination of treated goods. The project will also include revision of Quarantine policies of selected countries as well as policies of countries of destination/provenience of goods.

Goal of the demonstration projects is to provide an effective tool to governments on updating the national/regional legislations on quarantine (to be considered on a voluntary basis) in order to reduce the MB consumption without jeopardizing the international trade.

INITIATIVES TO ENSURE COMPLIANCE

Successful and timely implementation of ongoing activities is essential for the current compliance period.

Special attention is provided to countries that may previously have been in non-compliance and that have decisions outlining plans of actions with time-specific benchmarks for return to compliance.

UNIDO has continued to provide supportive initiatives in order to ensure timely project completion of projects approved so far, and to facilitate compliance of the recipient countries with their MP obligations, which supported successful project implementation:

- Regular follow up of the implementation process is being done by the staff of the ozone office together with UNIDO's national and international consultants and project managers. This ensures that effective actions on critical issues such as resolving bottlenecks in site preparation, customs clearance, installation, commissioning and safety certification, monitoring of CFC-related equipment are taken.
- UNIDO is frequently attending Regional Network Meetings and respective workshops providing additional support to our counterpart countries.
- Communication and interaction between regional and country offices about the implementation process has ensured the smooth flow of project plans. As in previous years, directors of UNIDO regional and country offices are regularly briefed at UNIDO HQs on ongoing and possible future activities. They are involved in the implementation process and are following up the progress of the programmes. In turn, the representatives brief headquarter staff working in a specific country on the regular activities in the field and problems faced, if any.
- UNIDO also provides, when requested, support such as policy assistance, putting in place relevant legislation etc. Additionally, UNIDO project managers are visiting the project site, if definitely required.
- Based on recommendation of the Implementation Committee, additional assistance will be offered to the countries with delays in reporting of its ozone-depleting substance data